

Les dirigeants israéliens doivent savoir qu'ils peuvent être emprisonnés

Description

Ali Abunimah à The Electronic Intifada à 22 décembre 2019

J'ai participé samedi à l'annonce de la décision de la procureure de la Cour Pénale Internationale d'ouvrir une enquête sur une présumption de crimes de guerre en Palestine.

Cette décision signifie-t-elle que les Palestiniens peuvent finalement s'attendre à la justice ?

Les autres invités étaient l'avocat international [Toby Cadman](#) et Robbie Sabel, un ancien conseiller juridique du gouvernement israélien

Voir la vidéo

Au terme d'une enquête préliminaire de cinq ans, Fatou Bensouda, la procureure en chef, a annoncé vendredi qu'il existe « une base permettant raisonnablement de croire que des crimes de guerre ont été commis ou sont commis en Cisjordanie, dont Jérusalem Est et dans la bande de Gaza ».

Mais elle a dit qu'elle ne commencerait pas l'enquête qui pourrait conduire à des condamnations et à des mandats d'arrestation contre des dirigeants israéliens jusqu'à ce que la cour décide du territoire sur lequel la cour a compétence.

Cadman a souligné que Bensouda a dit qu'elle a la compétence et qu'elle n'a pas besoin d'autre permission pour ouvrir une enquête. Elle cherche plutôt à clarifier jusqu'où va cette compétence.

J'ai insisté sur le fait que le cœur du problème est la justice pour des Palestiniens comme Zakiya Maadi. Elle a perdu son fils Bassam, sa belle-fille Iman, et ses jeunes petits enfants, Hala et Jana, lorsqu'Israël a bombardé leur maison à Gaza, le 1^{er} août 2014.

Ce fut un vendredi noir, quand Israël a lancé un pilonnage massif et indiscriminé sur Rafah avec des avions de guerre et des milliers de tirs d'artillerie tout fait inappropriés.

Cette famille a aussi perdu d'autres membres, dont Youssef, un nourrisson qui était le petit fils de Zakiyah.

La famille Maadi, je l'ai noté, n'est qu'une des quelque 150 familles qui ont perdu trois membres ou plus lors des attaques de cet État-I.

Au total, Israël a tué plus de 2 200 Palestiniens, dont 551 enfants, en 51 jours à soit une moyenne de 11 enfants par jour.

Pourtant, l'attaque de 2014 n'est qu'un aspect de l'enquête qui inclura des crimes dans toute la Cisjordanie occupée, dont la construction de colonies.

La cour peut aussi enquêter sur les crimes supposés de la part de groupes de la résistance palestinienne, comme le lancer de roquettes depuis Gaza.

J'ai défendu l'idée que les groupes palestiniens répondent et résistent aux attaques d'un pouvoir d'occupation armée par les États Unis et l'Union Européenne et qu'il est peu probable que les actes des Palestiniens soient à un niveau de gravité qui pourrait concerner la cour.

J'ai aussi noté que la grande majorité des milliers de Palestiniens tués et blessés lors des attaques israéliennes de 2014 sur Gaza étaient des civils. En contraste, la grande majorité des Israéliens tués – 67 sur 73 – étaient des soldats.

Dans un effort pour se dégager de toute responsabilité, Sabel a présenté des points à discuter – en revendiquant notamment que la terre de Cisjordanie occupée et saisie par Israël pour y construire des colonies – n'est pas de la compétence territoriale – des Palestiniens.

Cadman a réfuté l'allégation de Sabel selon laquelle Gaza n'est plus sous occupation israélienne comme – argument grotesque –.

J'ai noté qu'une enquête de la CPI et des poursuites sont importantes non seulement pour les crimes passés, mais parce que les crimes d'Israël continuent et qu'il faut empêcher de futurs crimes.

Les acteurs politiques, les fonctionnaires, les généraux et les soldats israéliens devraient réfléchir deux fois avant de participer à ces crimes, sachant qu'en agissant de la sorte, il y a une possibilité réelle qu'ils finissent dans une cellule de prison à La Haye.

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [The Electronic Intifada](#)

date créée

2019/12/25